



© F. BLANC

# LE GRAND DÉBAT SYNDICAL

**A**u moment du lancement du grand débat, le Premier ministre a convié les syndicats et les organisations d'employeurs afin de recueillir leur position à son sujet.

Déjà, à l'Élysée le 10 décembre, en présence des présidents des assemblées parlementaires, du CESE et des associations d'élus des collectivités territoriales, nous avons estimé nécessaire de préciser quelle était notre conception de l'indépendance syndicale et du rôle du syndicat.

FO ne se considère pas comme un « corps intermédiaire », qui aurait pour rôle d'arbitrer ou d'être associé à l'arbitrage, au nom de l'intérêt général, entre des intérêts contradictoires, *a fortiori* quand ils dépassent le cadre des relations entre, d'une part, les salariés et, d'autre part, les employeurs et les pouvoirs publics. Le grand débat est une initiative et une décision du gouvernement. Il s'adresse aux citoyens et manifestement aux élus.

Nous ne sommes donc ni organisateurs ni co-organisateurs ou associés du grand débat.

Nous prenons garde – comme nous l'avons toujours fait – de toute tentative ou forme d'in-

strumentalisation ou d'association qui mettrait en cause l'indépendance de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière.

Nous sommes porteurs du mandat confié par les syndicats et de l'attente des adhérents, ainsi que des salariés qui apportent leurs suffrages aux listes FO lors des élections professionnelles.

## Une marche du Havre à Matignon du 3 au 6 février.

Et à FO, nous avons le grand débat syndical. Il ne se passe pas une semaine sans que je participe à des réunions syndicales, assemblées générales ou congrès d'unions départementales, de fédérations nationales, de syndicats : en Charente, dans les Ardennes, la Loire, à Paris, avec des syndicats nationaux ainsi que l'Union régionale d'Île-de-France, ou encore à la Fédération de la Pharmacie.

La semaine dernière se tenait à Rouen le congrès de la Fédération FO des Services publics et de Santé. Plus de mille délégués re-

présentant autant de syndicats, soit au total près de deux mille participants, ont débattu de leurs actions et revendications. Mais, si l'on voit à longueur de chaînes d'info des reportages consacrés au mouvement des gilets jaunes, la presse s'en est très peu fait l'écho!

Pourtant, nous n'avons pas attendu ni ce mouvement ni ce grand débat pour pointer les difficultés et les attentes des personnels hospitaliers, des Ehpad, de la santé privée, des collectivités territoriales, toutes et tous au cœur des enjeux en matière de présence des services publics.

J'ai à cette occasion fait connaître que je serai aux côtés des fonctionnaires FO qui ont annoncé une semaine d'actions et de grèves, avec une marche du Havre à Matignon, du 3 au 6 février.

Pour ce qui concerne FO, le grand débat ne peut mettre sous le boisseau la nécessité que les attentes des salariés, en matière de salaires et de pensions en particulier, tant dans le public que dans le privé, obtiennent des réponses. Pas plus que nous n'accepterons qu'il soit utilisé pour mettre sous tutelle la négociation collective, à commencer par celle de l'Assurance chômage.